

F. 85 — 1526

12 AOUT 1985. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 14 février 1984 portant exécution de l'article 42bis des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, notamment l'article 42bis, rétabli par l'arrêté royal n° 131 du 30 décembre 1982, modifié par l'arrêté royal n° 282 du 31 mars 1984 et la loi du 1^{er} août 1985;

Vu l'arrêté royal du 14 février 1984 portant exécution de l'article 42bis des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés;

Vu la loi du 25 avril 1963, sur la gestion des organismes d'intérêt public de sécurité sociale et de prévoyance sociale, notamment l'article 15;

Vu l'urgence;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant que dans l'intérêt des familles tributaires et du bon fonctionnement du régime d'allocations familiales pour travailleurs salariés, le présent arrêté doit être pris et publié d'urgence, étant donné l'entrée en vigueur immédiate de la disposition légale que cet arrêté exécute;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires Sociales,

Nous avons arrêté et arrêtons.

Article 1^{er}. Un article 1bis rédigé comme suit, est inséré dans l'arrêté royal du 14 février 1984 portant exécution de l'article 42bis des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés :

« Art. 1bis. La période pendant laquelle le chômeur visé à l'article 42bis, alinéa 1^{er}, b des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés avait la qualité de malade, d'accidenté ou d'invalidé visé à l'article 56 des mêmes lois coordonnées est prise en considération pour l'accomplissement de la période de six mois de chômage, lorsqu'il n'y a pas une reprise de travail dépassant douze jours entre les deux périodes considérées.

Aux journées de travail sont assimilées les journées visées à l'article 41, alinéa 2, b, d, e, f, h, j, k et n des lois précitées, ainsi que les journées de chômage partiel. »

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} septembre 1985.

Art. 3. Notre Ministre des Affaires Sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril, le 12 août 1985.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires Sociales,
J.-L. DEHAENE

F. 85 — 1527

12 AOUT 1985. — Arrêté royal portant exécution de l'article 71, § 2, des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, notamment l'article 71, § 2, modifié par la loi du 1^{er} août 1985;

Vu la loi du 25 avril 1963 relative à la gestion des organismes d'intérêt public de sécurité sociale et de prévoyance sociale, notamment l'article 15;

N. 85 — 1526

12 AUGUSTUS 1985. — Koninklijk besluit tot wijziging van het Koninklijk besluit van 14 februari 1984 tot uitvoering van artikel 42bis van de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders, inzonderheid op artikel 42bis, opnieuw opgenomen bij het Koninklijk besluit nr. 131 van 30 december 1982, gewijzigd bij het Koninklijk besluit nr. 282 van 31 maart 1984 en bij de wet van 1 augustus 1985;

Gelet op het Koninklijk besluit van 14 februari 1984 tot uitvoering van artikel 42bis van de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders;

Gelet op de wet van 25 april 1963, betreffende het beheer van de instellingen van openbaar nut van sociale zekerheid en sociale voorzorg, inzonderheid op artikel 15;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat in het belang van de rechthebbende gezinnen en voor de goede werking van het kinderbijslagstelsel voor werknemers, dit besluit dringend dient genomen en bekendgemaakt te worden, gelet op de onmiddellijke inwerkingtreding van de wettelijke bepaling welke dit besluit uitvoert;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken;

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Een artikel 1bis, luidend als volgt, wordt in het Koninklijk besluit van 14 februari 1984 tot uitvoering van artikel 42bis van de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders ingevoegd :

« Art. 1bis. De periode gedurende dewelke de in artikel 42bis, eerste lid, b van de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders bedoelde werkloze de hoedanigheid had van zieke, door ongeval getroffen of invalide werknemer bedoeld in artikel 56 van dezelfde samengeordende wetten, wordt in aanmerking genomen voor het berekenen van de periode van zes maand werkloosheid indien er geen arbeidshervatting is die meer dan twaalf dagen beloopt tussen de beschouwde periodes.

Met arbeidsdagen worden gelijkgesteld de dagen bepaald in artikel 41, tweede lid, b, d, e, f, h, j, k, en n van de voormelde wetten, alsmede de dagen van gedeeltelijke werkloosheid. »

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 1 september 1985.

Art. 3. Onze Minister van Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril, 12 augustus 1985.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,
J.-L. DEHAENE

N. 85 — 1527

12 AUGUSTUS 1985. — Koninklijk besluit tot uitvoering van artikel 71, § 2, van de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders, inzonderheid op artikel 71, § 2, gewijzigd bij de wet van 1 augustus 1985;

Gelet op de wet van 25 april 1963 betreffende het beheer van de instellingen van openbaar nut voor sociale zekerheid en sociale voorzorg, inzonderheid op artikel 15;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant que pour le bon fonctionnement du régime d'allocations familiales et en particulier pour assurer la continuité dans le paiement des allocations familiales, le présent arrêté doit être publié immédiatement après la publication de la loi portant des dispositions sociales;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales,

Nous avons arrêté et arrêtons :

I. Dispositions introductives.

Article 1er. Pour l'application du présent arrêté il y a lieu d'entendre par :

a) « organismes d'allocations familiales » : l'Office national d'allocations familiales pour travailleurs salariés, les caisses d'allocations familiales agréées ou créées en vertu des lois coordonnées, l'Etat ainsi que les établissements publics sont tenus légalement d'accorder eux-mêmes les allocations familiales à leur personnel;

b) « brevet d'attributaire » : le document dont l'utilisation est rendue obligatoire en application de l'arrêté ministériel pris en exécution de l'article 71, § 3, des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés.

Art. 2. Les organismes d'allocations familiales sont tenus de payer les prestations familiales à titre provisoire notamment dans les cas énumérés au présent arrêté et selon les modalités imposées.

Art. 3. Toute demande de prestations familiales est traitée par l'organisme d'allocations familiales endéans les cinq jours ouvrables suivant la date de la réception de cette demande.

II. Paiement à titre provisoire à l'occasion de la fixation du premier droit.

Art. 4. § 1er. Lorsque des données recueillies, il apparaît pour l'organisme d'allocations familiales, qui a reçu une demande de prestations familiales introduite par ou au nom d'une personne qui peut faire valoir des droits auprès de lui, qu'un droit prioritaire existe du chef d'une autre personne pour lequel il n'est pas compétent, cet organisme est tenu de transférer incessamment la demande et les documents déjà recueillis à l'organisme compétent.

Lorsque cette transmission n'a pas eu lieu endéans les 30 jours après la demande, cet organisme qui a reçu cette demande, est tenu de payer à titre provisoire les prestations familiales lorsque l'enfant bénéficiaire de prestations familiales réside en Belgique pendant la période et dans les conditions fixées au § 2.

§ 2. L'organisme d'allocations familiales est tenu de payer à titre provisoire des prestations familiales pour une période de trois mois civils au maximum lorsqu'il est en possession :

— d'une demande valable de prestations familiales relative à un attributaire pour lequel il est compétent;

— d'un acte de naissance ou d'un extrait du registre de la population ou du registre des étrangers, mentionnant la composition du ménage de l'attributaire;

— d'un document, y compris une déclaration faite par ou au nom de l'attributaire, dont ressort l'occupation au travail ou une autre situation lui ouvrant droit aux allocations familiales.

Le paiement provisoire est cependant, le cas échéant, limité jusqu'au et y compris le mois civil dans lequel l'organisme d'allocations familiales a reçu une demande de brevet d'attributaire, sauf si des éléments du brevet il apparaît que l'autre organisme est compétent pour ce mois.

III. Continuation du paiement des allocations familiales par le même organisme.

A. Continuation du paiement lors de changement d'attributaire.

Art. 5. Sous réserve de ce qui est déterminé dans l'article 9, l'organisme d'allocations familiales continue à payer à titre provisoire en faveur de l'enfant bénéficiaire résidant en Belgique les prestations familiales du chef de son attributaire en attendant que l'organisme d'allocations familiales devenu compétent fixe le droit; il informe le plus tôt possible ce dernier de la compétence. La continuation du paiement est toutefois limitée à trois mois civils lorsque l'attributaire desservi par lui n'est plus dans les conditions pour avoir droit aux prestations familiales en faveur de l'enfant. Le paiement provisoire est en tout cas limité jusqu'au et y compris le mois civil dans lequel l'organisme d'allocations familiales a reçu une demande de brevet d'attributaire, sauf si des éléments du brevet apparaît que l'autre organisme est compétent pour ce mois.

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat voor de goede werking van de kinderbijslagregeling en in het bijzonder om de continuïteit in de betaling van de kinderbijslag te verzekeren, dit besluit dient bekendgemaakt onmiddellijk aansluitend bij de bekendmaking van de wet houdende sociale bepalingen;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken.

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

I. Inleidende bepalingen.

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

a) « kinderbijslaginstelling » : de Rijksdienst voor kinderbijslag voor werknemers, de kinderbijslagfondsen erkend of opgericht krachtens de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders, het Rijks, alsmede de openbare instellingen welke wettelijk verplicht zijn rechtstreeks de kinderbijslag te verlenen voor hun personeel;

b) « brevet van rechthebbende » : het document waarvan het gebruik verplichtend wordt gemaakt bij toepassing van het ministerieel besluit genomen ter uitvoering van artikel 71, § 3, van de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders.

Art. 2. De kinderbijslaginstellingen zijn verplicht de gezinsbijslag voorlopig te betalen inzonderheid in de in dit besluit opgesomde gevallen en volgens de opgelegde modaliteiten.

Art. 3. Iedere aanvraag om gezinsbijslag wordt door de kinderbijslaginstelling behandeld binnen de vijf werkdagen die volgen op de datum van ontvangst van deze aanvraag.

II. Voorlopige betaling bij de vaststelling van het eerste recht.

Art. 4. § 1. Indien voor de kinderbijslag instelling die een aanvraag om gezinsbijslag heeft ontvangen, ingediend door of in naam van een persoon die bij haar rechten kan doen gelden, uit de verzamelde gegevens blijkt dat een voorraangsrecht bestaat uit hoofde van een andere persoon voor wie zij niet bevoegd is, is deze instelling ertoe gehouden de aanvraag en de reeds verzamelde gegevens en documenten onverwijld over te maken aan de bevoegde instelling.

Indien deze overmaking niet is geschied binnen de 30 dagen na ontvangst van de aanvraag, is deze instelling die deze aanvraag ontvangt er toe gehouden de gezinsbijslag voorlopig te betalen, als het op gezinsbijslag rechtgevend kind in België verblijft, gedurende de periode en in de voorwaarden bepaald in § 2.

§ 2. De kinderbijslaginstelling is ertoe gehouden ten voordele van een in België verblijvend rechtgevend kind de gezinsbijslag voorlopig te betalen voor een periode van ten hoogste drie kalendermaanden, wanneer zij in het bezit is van :

— een geldige aanvraag om gezinsbijslag betreffende een rechthebbende waarvoor zij bevoegd is;

— een geboorteakte of een uittreksel uit het bevolkingsregister of het vreemdelingenregister met de samenstelling van het gezin van de rechthebbende;

— een document, met inbegrip van een verklaring door of in naam van de rechthebbende gedaan waaruit de tewerkstelling of een andere toestand die een recht op kinderbijslag openst, blijkt.

De voorlopige betaling wordt echter desgevallend beperkt tot en met de kalendermaand waarin de kinderbijslaginstelling een aanvraag om brevet van rechthebbende heeft ontvangen, tenzij uit de elementen van het brevet blijkt dat de andere instelling voor die maand bevoegd is.

III. Doorbetaling van de kinderbijslag door dezelfde instelling.

A. Doorbetaling bij wijziging van rechthebbende.

Art. 5. Onder voorbehoud van het bepaalde in artikel 9 betaalt de kinderbijslaginstelling ten voordele van het in België verblijvend rechtgevend kind de gezinsbijslag voorlopig verder uit in hoofde van haar rechthebbende in afwachting dat de bevoegd geworden kinderbijslaginstelling het recht vaststelt; zij brengt deze laatste zo spoedig mogelijk op de hoogte van de verandering van de bevoegdheid. De doorbetaling wordt nochtans beperkt tot drie kalendermaanden wanneer de door haar bediende rechthebbende niet meer in de voorwaarden is om recht te hebben op gezinsbijslag voor het kind. De voorlopige betaling wordt in elk geval beperkt tot en met de kalendermaand waarin de kinderbijslaginstelling een aanvraag om brevet van rechthebbende heeft ontvangen, tenzij uit de elementen van het brevet blijkt dat de andere instelling voor die maand bevoegd is.

Art. 6. L'organisme d'allocations familiales continue à payer les prestations familiales, lorsque le droit doit être fixé par priorité du chef d'un autre attributaire qui également peut faire valoir des droits auprès de lui. Le continuation du paiement est toutefois limitée à trois mois civils lorsque l'attributaire desservi n'est plus dans les conditions pour avoir droit aux prestations familiales en faveur de l'enfant.

B. Continuation du paiement dans le chef du même attributaire.

Art. 7. L'organisme d'allocations familiales continue à payer les prestations familiales à titre provisoire pour l'enfant bénéficiaire résidant en Belgique pour le mois civil pour lequel la déclaration concernant les journées de travail les journées assimilées ou de chômage manque ou est incomplet, à condition que cet organisme n'ait pas reçu une demande de brevet d'attributaire d'un autre organisme d'où résulte la compétence de ce dernier pour le mois civil en question et qu'il n'y ait pas d'indication que l'attributaire concerné ne se trouve plus dans une situation visée ci-dessus; cet organisme d'allocations familiales est tenu d'interroger immédiatement le travailleur salarié.

Art. 8. Lorsqu'un organisme d'allocations familiales est informé qu'un attributaire est devenu incapable de travailler, chômeur complet ou pensionné, il continue à payer les prestations familiales à titre provisoire pour l'enfant bénéficiaire résidant en Belgique pendant trois mois civils au maximum; avant l'expiration de cette période il effectue un examen à propos du droit réel aux prestations familiales.

Le paiement provisoire est cependant, le cas échéant, limité jusqu'au et y compris le mois civil, dans lequel l'organisme d'allocations familiales a reçu une demande de brevet d'attributaire, sauf si des éléments du brevet il apparaît que l'autre organisme est compétent pour ce mois.

Toutefois, lorsque pour les cas visés à l'article 101, alinéa 3.° des lois coordonnées déjà citées ainsi que dans le cas visé à l'article 6, alinéa 2 de l'arrêté royal n° 49, du 24 octobre 1967 relatif aux prestations familiales revenant aux chômeurs, l'autorité ou l'organisme d'intérêt public, selon le cas, transmet d'office le brevet d'attributaire à l'Office national d'allocations familiales pour travailleurs salariés, cet Office national se substitue à l'autorité ou à l'organisme d'intérêt public pour l'application de l'alinéa 1er et ceci au plus tôt en ce qui concerne les prestations familiales dues pour le mois civil de la transmission dudit brevet.

C. Continuation du paiement en cas de décès.

Art. 9. § 1er. En cas de décès d'un des parents d'un enfant bénéficiaire résidant en Belgique, l'organisme d'allocations familiales qui accordait les prestations familiales au moment du décès, continue à payer ces prestations à condition qu'il est en possession d'un extrait de l'acte du décès, en attendant qu'il fixe ou que l'organisme devenu compétent fixe le droit aux allocations d'orphelins; toutefois si l'organisme précité n'est pas l'organisme d'allocations familiales d'un des parents, celui-ci ne paie qu'à condition que l'attributaire du chef de qui au moment du décès, les allocations familiales étaient accordées, conserve la qualité d'attributaire.

§ 2. L'organisme d'allocations familiales visé au § 1er, qui au moment du décès d'un des parents payait les allocations familiales du chef du parent survivant, paie les allocations familiales d'orphelin, si les éléments du dossier le permettent.

§ 3. La continuation du paiement est le cas échéant limitée au mois civil dans lequel l'organisme d'allocations familiales a reçu une demande de brevet d'attributaire, sauf si des éléments du brevet apparaît que l'autre organisme est compétent pour ce mois.

Toutefois, lorsque pour les cas visés à l'article 101, alinéa 3, 3° et 4° des lois coordonnées déjà citées, l'autorité transmet d'office le brevet d'attributaire à l'Office national d'allocations familiales pour travailleurs salariés, cet Office national se substitue à l'autorité pour l'application du § 1er au plus tôt en ce qui concerne les prestations familiales dues pour le mois civil de la transmission dudit brevet.

§ 4. Les organismes concernés s'informent si nécessaire de part et d'autre, le plus tôt possible, du décès et du changement de compétence possible.

D. Continuation du paiement faute des attestations ou formulaires périodiques.

Art. 10. L'organisme d'allocations familiales continue à payer les allocations familiales à titre provisoire pour le mois civil suivant celui dans lequel des attestations ou formulaires périodiques devant confirmer la qualité d'enfant bénéficiaire, d'allocataire ou d'attributaire sont demandés par l'organisme d'allocations familiales, pour autant qu'il n'y ait pas d'éléments qui démontrent que l'enfant, l'attributaire ou l'allocataire ne possède plus cette qualité.

Art. 6. De kinderbijslaginstelling betaalt de gezinsbijslag verder wanneer het recht bij voorrang moet vastgesteld worden in hoofde van een andere rechthebbende die eveneens bij haar rechten kan doen gelden. De doorbetaling wordt nochtans beperkt tot drie kalendermaanden wanneer de bedoelde rechthebbende niet meer in de voorwaarden is om recht te hebben op gezinsbijslag voor het kind.

B. Doorbetaling in hoofde van dezelfde rechthebbende.

Art. 7. De kinderbijslaginstelling betaalt voor het in België verblijvend rechtgevend kind de gezinsbijslag voorlopig verder gedurende de kalendermaand voor dewelke de verklaring betreffende de arbeidsdagen, de gelijkgestelde dagen of werkloosheid ontbreekt of onvolledig is, op voorwaarde dat deze instelling geen aanvraag om het brevet van rechthebbende heeft ontvangen van een andere kinderbijslaginstelling waaruit de bevoegdheid van deze laatste blijkt voor de kalendermaand in kwestie en dat er geen aanwijzingen zijn dat de betrokkene rechthebbende zich niet meer in een hierboven vermelde toestand bevindt; deze kinderbijslaginstelling is ertoe gehouden onmiddellijk de werknemer te ondervragen.

Art. 8. Wordt een kinderbijslaginstelling ervan op de hoogte gebracht dat een rechthebbende arbeidsongeschikt, volledig werkloos of gepensionerd is geworden, dan betaalt ze voor het in België verblijvend rechtgevend kind de gezinsbijslag voorlopig verder voor ten hoogste drie kalendermaanden; vóór het verstrijken van deze periode stelt ze een onderzoek in betreffende het werkelijk recht op gezinsbijslag.

De voorlopige betaling wordt echter desgevallend beperkt tot en met de kalendermaand waarin de kinderbijslaginstelling een aanvraag om brevet van rechthebbende heeft ontvangen, tenzij uit de elementen van het brevet blijkt dat de andere instelling voor die maand bevoegd is.

Wanneer nochtans voor de gevallen bedoeld in artikel 101, derde lid, 2° van de reeds vermelde samengeordende wetten, alsmede voor het geval bedoeld in artikel 6, tweede lid van het koninklijk besluit nr. 49 van 24 oktober 1967 betreffende de gezinsbijslag voor werklozen, de overheid of de openbare instelling naargelang het geval, ambtshalve het brevet van rechthebbende overmaakt aan de Rijksdienst voor kinderbijslag voor werknemers, treedt deze Rijksdienst in de plaats van bedoelde overheid of openbare instelling voor de toepassing van het eerste lid ten vroegste wat betreft de gezinsbijslag verschuldigd voor de kalendermaand van de overmaking van dit brevet.

C. Doorbetaling bij overlijden.

Art. 9. § 1. In geval van overlijden van één der ouders van een in België verblijvend rechtgevend kind betaalt de kinderbijslaginstelling die de gezinsbijslag toekende op het ogenblik van het overlijden, deze bijslag voorlopig verder, op voorwaarde dat zij in het bezit is van een uittreksel uit de overlijdensakte in afwachting dat zij of de bevoegd geworden instelling het recht op wezenbijslag vaststelt; is voormelde instelling echter niet de instelling van één van de ouders dan betaalt zij slechts verder op voorwaarde dat de rechthebbende in wiens hoofde op het ogenblik van het overlijden de kinderbijslag werd toegekend de hoedanigheid van rechthebbende behoudt.

§ 2. De in § 1 bedoelde kinderbijslaginstelling, die op het ogenblik van het overlijden van één der ouders, de kinderbijslag uitkeerde in hoofde van de overlevende ouder betaalt, indien de elementen van het dossier dit mogelijk maken, de wezenbijslag.

§ 3. De doorbetaling wordt desgevallend beperkt tot en met de kalendermaand waarin de kinderbijslaginstelling een aanvraag om brevet van rechthebbende heeft ontvangen, tenzij uit de elementen van het brevet blijkt dat de andere instelling voor die maand bevoegd is.

Wanneer nochtans voor de gevallen bedoeld in artikel 101, derde lid, 3° en 4° van de reeds vermelde samengeordende wetten, de overheid ambtshalve het brevet van rechthebbende overmaakt aan de Rijksdienst voor kinderbijslag voor werknemers, treedt deze Rijksdienst in de plaats van bedoelde overheid voor de toepassing van § 1 ten vroegste wat betreft de gezinsbijslag verschuldigd voor de kalendermaand van de overmaking van dit brevet.

§ 4. Zo nodig brengen de betrokken instellingen elkaar zo spoedig mogelijk op de hoogte van het overlijden en de mogelijke verandering van bevoegdheid.

D. Doorbetaling wanneer attesten of periodische formulieren ontbreken.

Art. 10. De kinderbijslaginstelling betaalt de kinderbijslag voorlopig voor de kalendermaand volgend op deze waarin bescheiden of periodieke formulieren die de hoedanigheid van rechtgevend kind, van bijslagtrekkende of van rechthebbende moeten bevestigen worden gevraagd door de kinderbijslaginstellingen voor zover er geen elementen aanwezig zijn die erop wijzen dat het kind, de rechthebbende of de bijslagtrekkende deze hoedanigheid hebben verloren.

IV. Paiement à titre provisoire par un nouvel organisme d'allocations familiales du chef du même contribuable ou d'un autre contribuable.

Art. 11. Lors de changement d'organisme d'allocations familiales compétent, l'organisme d'allocations familiales devenu compétent paie les prestations familiales à titre provisoire pendant au maximum trois mois civils sur base des données mentionnées sur le brevet d'attribuaire; ce paiement s'effectue au moins à concurrence du montant mensuel payé en dernier lieu, lorsqu'il n'y pas eu de changement dans le nombre d'enfants bénéficiaires et lorsque l'attribuaire a droit aux allocations familiales au même barème qu'avant le changement de compétence.

V. Dispositions générales.

Art. 12. En cas de contestation de la législation applicable ou de l'organisme appelé à octroyer les prestations familiales, l'organisme d'allocations familiales qui paie à ce moment les prestations familiales, et si des prestations familiales ne sont pas encore payées, l'organisme d'allocations familiales auprès duquel la demande de prestations familiales a été introduite en premier lieu, paie les prestations familiales à titre provisoire jusqu'à ce que la contestation soit applanie.

Pour l'application du présent article les organismes d'allocations familiales du régime d'allocations familiales des indépendants sont assimilés aux organismes d'allocations familiales visés à l'article 1er.

Art. 13. L'organisme d'allocations familiales qui reçoit une demande de prestations familiales et constate que plus de six mois civils se sont écoulés entre la date du début de sa compétence et la date depuis laquelle des prestations familiales ont été payées en dernier lieu en vertu des lois coordonnées précitées, de l'arrêté royal n° 49 du 24 octobre 1967 relatif aux allocations familiales revenant aux chômeurs ou de l'arrêté royal du 8 avril 1976 établissant le régime des prestations familiales en faveur des travailleurs indépendants, est tenu d'appliquer les dispositions de l'article 4 du présent arrêté.

Le même article doit également être appliqué lorsque en dernier lieu des prestations familiales ont été payées en vertu d'autres dispositions légales ou réglementaires belges ou étrangères ou en vertu de règles d'application sur le personnel d'un organisme de droit international public.

Art. 14. Lorsque les prestations familiales ont été payées à titre provisoire par un organisme d'allocations familiales, alors que celles-ci étaient dues par un autre organisme d'allocations familiales, le décompte se fait entre ces organismes.

Pour l'application de cet article les organismes d'allocations familiales du régime d'allocations familiales des indépendants sont assimilés aux organismes d'allocations familiales visés à l'article 1er.

Art. 15. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er septembre 1985.

Art. 16. Notre Ministre des Affaires sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril, le 12 août 1985.

BAUDOÛN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,

J.-L. DEHAENE

F. 85 — 1528

1^{er} AOUT 1985. — Arrêté ministériel instituant un brevet d'attribuaire en exécution de l'article 71, § 3 des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés

Le Ministre des Affaires sociales,

Vu les lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, notamment l'article 71, § 3, modifié par la loi du 1^{er} août 1985;

Vu la loi du 25 avril 1963 relative à la gestion des organismes d'intérêt public de sécurité sociale et de prévoyance sociale, notamment l'article 15;

Vu l'urgence;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, inséré par la loi du 9 août 1980;

IV. Voorlopige betaling door een nieuwe kinderbijslaginstelling uit hoofde van dezelfde of een andere rechthebbende.

Art. 11. Bij verandering van bevoegde kinderbijslaginstelling betaalt de bevoegd geworden kinderbijslaginstelling in het bezit van een brevet van rechthebbende voorlopig de gezinsbijslag voor ten hoogste drie kalendermaanden op basis van de gegevens vermeld op het brevet van rechthebbende; de betaling geschiedt tenminste ten belope van het laatst betaald maandelijks bedrag, indien geen wijziging is ingetreden in het aantal rechtgevendende kinderen en als de rechthebbende recht heeft op kinderbijslag aan hetzelfde barema als voor de verandering van bevoegdheid.

V. Algemene bepalingen.

Art. 12. In geval van geschil over de toepasselijke wetgeving of over de instelling die de gezinsbijslag moet toekennen betaalt de kinderbijslaginstelling die de gezinsbijslag op dat ogenblik betaalt, en, indien nog geen gezinsbijslag wordt betaald, de kinderbijslaginstelling bij wie de aanvraag om gezinsbijslag eerst is ingediend, voorlopig de gezinsbijslag tot het geschil is beslecht.

Voor de toepassing van dit artikel worden de kinderbijslaginstellingen van de regeling voor zelfstandigen gelijkgesteld met de kinderbijslaginstellingen bedoeld in artikel 1.

Art. 13. De kinderbijslaginstelling die een aanvraag om gezinsbijslag ontvangt en vaststelt dat meer dan zes volledige kalendermaanden liggen tussen de datum van het begin van haar bevoegdheid en de datum sedert dewelke gezinsbijslag laatst is betaald krachtens de voormelde samengeordende wetten, het koninklijk besluit nr. 49 van 24 oktober 1967 betreffende de gezinsbijslag voor werklozen of het koninklijk besluit van 8 april 1976 houdende regeling van de gezinsbijslag ten voordele van de zelfstandigen, is ertoe gehouden de bepalingen van artikel 4 van dit besluit toe te passen.

Dit zelfde artikel moet eveneens toegepast worden wanneer in laatste instantie gezinsbijslag werd betaald krachtens andere Belgische of vreemde wetsbepalingen of reglementaire bepalingen of krachtens regelen van toepassing op het personeel van een volkenrechtelijke instelling.

Art. 14. Wanneer de gezinsbijslag voorlopig betaald is door een kinderbijslaginstelling, terwijl deze verschuldigd was door een andere kinderbijslaginstelling, wordt hij tussen deze instellingen verrekend.

Voor de toepassing van dit artikel worden de kinderbijslaginstellingen van de regeling voor de zelfstandigen gelijkgesteld met de kinderbijslaginstellingen bedoeld in artikel 1.

Art. 15. Dit besluit treedt in werking op 1 september 1985.

Art. 16. Onze Minister van Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril, 12 augustus 1985.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,

J.-L. DEHAENE

N. 85 — 1528

1 AUGUSTUS 1985. — Ministerieel besluit tot instelling van een brevet van rechthebbende ter uitvoering van artikel 71, § 3 van de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders

De Minister van Sociale Zaken,

Gelet op de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders, inzonderheid op artikel 71, § 3, gewijzigd bij de wet van 1 augustus 1985;

Gelet op de wet van 25 april 1963 betreffende het beheer van de instellingen van openbaar nut voor sociale zekerheid en sociale verzorging, inzonderheid op artikel 15;

Gelet op de hoogdringendheid;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, ingevoegd door de wet van 9 augustus 1980;